

Assemblée semi-annuelle de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) - **Négociation Canada-Europe : « Que l'Europe se montre aussi ouverte que nous le sommes déjà avant de réclamer plus d'accès à notre marché! »** Bruno Letendre, président

QUÉBEC, le 29 nov. 2012 - S'adressant aux participants à l'assemblée semi-annuelle de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ), le président de la FPLQ, Bruno Letendre, a exprimé sa préoccupation pour le modèle laitier québécois dans le contexte des négociations en cours avec plusieurs partenaires commerciaux, notamment avec l'Europe et les pays membres du partenariat transpacifique. **« Malgré les importantes retombées économiques du secteur laitier, malgré sa performance soutenue, malgré la stabilité que la gestion de l'offre nous procure, malgré les résultats qui démontrent la pertinence de notre modèle pour tous les partenaires de la filière, sa préservation demeure un défi pour nous »**, a affirmé Bruno Letendre.

Jusqu'à présent, dans toutes les ententes de libre-échange que notre pays a signées, il a fait exclure la gestion de l'offre. Or, les négociations entre le Canada et l'Europe entrent dans leur dernière ligne droite et il appartiendra bientôt aux ministres de les conclure en abordant les questions les plus difficiles. Bien que ceux-ci se soient réunis la semaine dernière et n'aient pas réussi à s'entendre, ils demeurent persuadés d'y parvenir avant la fin de 2012. L'Europe réclame, notamment, plus d'accès au marché canadien des fromages. Le Canada offre déjà aux importations plus de 6 % de son marché intérieur du fromage. L'Europe en accapare plus des deux tiers, pour une valeur de 156 millions de dollars en 2011. De son côté, l'Europe laisse moins de 2 % d'accès à son marché intérieur des fromages.

« Le Canada n'a pas à faire de concessions agricoles pour obtenir plus d'accès au marché agricole européen, il concède déjà assez dans ce secteur et ailleurs. Surtout si l'on considère l'importance des indications géographiques et des règles d'origine pour des pays comme la France, l'Italie et la Grèce. Les offres du Canada, à cet égard, s'avèrent d'une valeur inestimable pour l'Europe. Il serait donc totalement injustifié que le Canada augmente les contingents d'importation de fromage pour offrir un accès garanti à l'Europe » a ajouté M. Letendre.

Le président de la FPLQ a aussi fait valoir que le Canada n'est pas le seul à préserver des secteurs dans les ententes qu'il négocie. Tous les pays ont des secteurs sensibles et stratégiques à protéger quand ils concluent des accords commerciaux. Par exemple, l'Europe interdit l'importation du bœuf traité aux hormones en raison du principe de précaution et maintient un régime de subventions découplées à la production laitière qui peuvent représenter de 40 à 60 % du revenu des producteurs. Les États-Unis, de leur côté, ont exclu complètement leur secteur du sucre du libre-échange avec l'Australie et leur industrie laitière ne veut pas faire de concessions à l'Océanie dans la négociation du Partenariat transpacifique. Finalement, la Nouvelle-Zélande interdit l'importation de viande fraîche ou congelée de porc ou de volaille sous des prétextes phytosanitaires et protège son régime public de médicaments de la concurrence.

Le libre marché dans le lait, si ça fonctionnait, on le saurait depuis longtemps. Toutes les tentatives d'assurer par la déréglementation un revenu suffisant aux producteurs de lait pour couvrir leurs coûts de production ont échoué, et ce, partout dans le monde. C'est justement pour ça que les producteurs et les gouvernements au Canada ont mis en place la gestion de l'offre. Et un des principes fondamentaux de la gestion de l'offre, c'est d'assurer aux producteurs un juste prix qui couvre leurs coûts de production » a indiqué le président. Il cite l'exemple des producteurs laitiers en Europe, qui, malgré les importantes subventions, traversent leur deuxième crise en l'espace de trois ans, une crise qui accule des milliers d'entre eux à la faillite. Il cite également en exemple les producteurs laitiers de la Californie où, selon le Wall Street Journal, 1 600 fermes laitières parmi les plus grosses et performantes luttent pour leur survie. « **Notre secteur est durable et entièrement renouvelable, il faut le rappeler. Il génère déjà, année après année, sans subventions ou investissements gouvernementaux, deux fois plus d'emplois et de retombées fiscales qu'on en aura avec le développement du Nord** » a ajouté M. Letendre.

Enfin, le président a conclu en précisant les trois principaux défis auxquels, selon lui, l'industrie laitière fait face, soit celui de préserver la gestion de l'offre dans les accords commerciaux, d'assurer un contrôle efficace des frontières face aux importations et de mieux vendre le lait pour satisfaire les marchés, en assurant aux producteurs, mais aussi à toute l'industrie, un juste revenu et des bénéfices. À cet égard, il a lancé un appel à ses partenaires : « **Nous avons un urgent besoin de dialogue, de volonté de compromis de part et d'autre, de recherche de solutions gagnantes pour tous au sein de cette industrie. Tous les partenaires doivent être de la solution : les producteurs, les transformateurs, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral** » a conclu M. Letendre.

À propos de la FPLQ

La Fédération des producteurs de lait du Québec représente les 13 500 producteurs et productrices de lait et les 6 200 fermes laitières de la province. Les producteurs québécois livrent annuellement près de 3 milliards de litres de lait dont la vente totalise des recettes à la ferme de plus de 2 milliards de dollars. Le secteur laitier québécois représente plus de 32 % des recettes agricoles de la province et une contribution de plus de 83 000 emplois, 1,27 milliard de dollars de retours en fiscalité et un apport au PIB de 5,4 milliards de dollars dans le secteur de la production et de la transformation.

SOURCE : FEDERATION DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUEBEC

Renseignements :

Source :

Jean Vigneault
Directeur, Communications et
vie syndicale
Fédération des producteurs de
lait du Québec

Informations :

François Dumontier
Conseiller, relations publiques
et gouvernementales
Fédération des producteurs de
lait du Québec
Cell. : 514 713-0530